

Le Burundi s'attaque au problème de la traite des êtres humains

@rib News, 08/04/2017 à€ Source Xinhua Burundi : les parlementaires appellent au d'antement des rseaux criminels en mati're de trafic d'êtres humains Les parlementaires burundais ont appel' vendredi le gouvernement à enclencher rapidement une synergie de toutes les forces vives de la nationale, en vue d'un d'antement des rseaux criminels en mati're de trafic d'êtres humains (TEH) dans le pays.

Ces repr'sentants du peuple ont formul' cette recommandation dans un atelier organis' leur intention par le minist're burundais des Droits de la personne humaine, pour vulgariser la loi n°1/28 du 29 octobre 2014 portant sur la pr'vention et la r'pression de la traite des personnes au Burundi. D'embl'e, F'lix Ngendabanyikwa, secr'taire permanent du minist're, a reconnu dans son mot d'ouverture de l'atelier "l'ampleur du mal" en soulignant que celui-ci est une probl'matique mondiale allant au-del' des fronti'eres burundaises. D'apr's l'expertise onusienne, la traite des êtres humains g'n'rerait aux trafiquants environ 32 milliards de dollars, alors que chaque ann'e, 2,5 millions de personnes, essentiellement femmes et enfants, tomberaient sous l'emprise des trafiquants. Selon l'Observatoire national pour la lutte contre la criminalit' transnationale (ONLCT), en 2016, 824 filles et femmes burundaises ont 't' victimes du trafic d'êtres humains. "Au Burundi, ce fl'au qui se pr'sente sous diverses formes, frappe particuli'ement des jeunes filles burundaises qui disparaissent des 'crans-radars au niveau de leur cadre de vie moyennant certaines connections mafieuses. Le trafic de celles-ci est effectu' avec des rseaux clandestins install's dans des pays voisins servant de sites de transit vers des pays lointains d'accueil o' le risque d'y trouver la mort n'est pas 'cart', a expliqu' M. Ngendabanyikwa. Mme Claphe Christine Ntunzwenimana du m'ame minist're a pr'cis' que les victimes burundaises les plus affect'es par le ph'nom'ne de trafic d'êtres humains, avec une pr'dominance f'minine, proviennent de quatre provinces dens'ment peupl'es, que sont Ngozi, Kayanza, Karusi et Gitega. Comme pays voisins et lointains du Burundi servant de site de transit pour les enfants burundais victimes de ce trafic, Mme Ntunzwenimana a cit' la R'publique d'mocratique du Congo (RDC), le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya, la Zambie, le Soudan du Sud, le Soudan du Nord, l'Ethiopie et le Malawi. Ces victimes burundaises de ce trafic, a-t-elle r'v'l', sont orient'es vers les travaux champ'tres, les travaux domestiques et ceux d'exploitation sexuelle en Asie (Liban, Oman, Arabie saoudite), en Am'rique (Etats-Unis), en Europe (Norv'ge) et en Australie. Par ailleurs, selon une 'tude sur ce trafic commandit'e par la Commission nationale ind'pendante des droits de l'Homme (CNIDH, institution burundaise) en partenariat avec le projet GRAPP (Great Lakes Trafficking Protection Partnership), le Burundi a enregistr', pour la p'riode allant de janvier 2010 à mars 2012, 174 victimes du TEH, parmi lesquelles on rel've 47 enfants de moins de 18 ans. Pour leur part, des rapports produits par les Etats-Unis sur le TEH en 2011 et en 2015, indiquent que le Burundi est un pays d'origine des mineures et des femmes soumis au travail forc' et au trafic à des fins sexuelles. Ces rapports mentionnent en outre que le Burundi n'a pas encore pris d'initiatives pour identifier les victimes du TEH et pour offrir à celles-ci des services de protection les ciblant sp'cifiquement. "N'anmoins, quoique le Burundi soit encore class' sur la liste de surveillance de la cat'gorie II dans laquelle sont align's les pays qui ne sont pas encore conform's aux normes minimales pour l'limination du TEH, force est de reconna'tre que les autorit's gouvernementales d'ploient des efforts importants pour s'y conformer", nuancent ces rapports du gouvernement am'ricain. Les parlementaires ont d'plor' que cet 'tat des lieux ainsi dress' sur cette probl'matique au Burundi, ne fasse pas ressortir les actions men'es dans le "combat contre les bourreaux". "Ce trafic se fait en rseaux et l'pineuse question qui se pose pour le Burundi, est celle de pouvoir identifier les commanditaires des crimes en la mati're", se sont accord's bien des parlementaires dans leurs plaidoyers. Comme piste de solution pour le court et moyen terme, le d'put' Pamphile Malayika de la circonscription 'lectorale de Kirundo (nord-ouest), a sugg'r' que le Burundi "lave d'abord son linge sale en famille" en commen'sant par le d'antement de son rseau national en mati're du TEH.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});